

« Il faut développer une éthique de soi »

- par Jean-Michel Djian -



L'invité : Étienne Balibar

Agrégé de philosophie et professeur émérite à l'Université de Paris X-Nanterre, Étienne Balibar est considéré comme l'un des meilleurs spécialistes des rapports entre l'État et le citoyen. Auteur de nombreux ouvrages sur la question, dont *Nous, citoyens d'Europe ?* aux Éditions de La Découverte, il va prochainement publier chez PUF *La proposition de l'égaliberté*. Il nous livre ici la primeur de ses nouvelles thèses.

Les Idées en mouvement : Le rapport citoyenneté/démocratie est-il au fond si naturel ?

Étienne Balibar : C'est la question directrice de la philosophie politique. Ces mots font écho à un passage de Spinoza dans lequel celui-ci explique que la démocratie est « le régime le plus naturel » parce qu'il distribue le pouvoir entre tous les citoyens, donc supprime tout écart entre ceux qui « commandent » et ceux qui « obéissent ». Ce qui veut dire que la monopolisation du pouvoir politique présuppose toujours une contrainte. Une idée que l'on retrouvera chez Rousseau, chez Marx, etc. Je pense qu'elle est capitale pour aborder les débats qui portent sur ce que Wendy Brown a appelé récemment la « dé-démocratisation » de nos sociétés. Elle fait partie de ce que j'appelle une « trace » de l'exigence démocratique, dans laquelle liberté et égalité sont indissociables. Mais je suis également convaincu qu'il faut quasiment inverser sa formulation par rapport aux usages courants de l'idée de « nature », et comprendre que cette articulation est toujours problématique, parce que chacun des deux termes ne cesse de changer de contenu historiquement. Il faut même aller plus loin, à ce que j'appelle « l'antinomie » de la citoyenneté : elle ne réalise ses objectifs (en particulier le contrôle de l'activité des magistrats par la communauté des citoyens) que si la démocratie est prise pour principe, mais elle est aussi constamment déstabilisée, comme institution

étatique, par les revendications démocratiques. Donc l'articulation de la citoyenneté et de la démocratie est contingente, conflictuelle, et même risquée : il faut sans cesse la reconquérir, affronter ses « crises », inventer des formes nouvelles pour contrecarrer le dépérissement des anciennes. Je suis d'accord avec Jacques Rancière pour penser que la démocratie n'est pas à proprement parler un « régime » défini par une constitution ou une idéologie, mais un défi, un mouvement incessant de transformation de l'institution politique.

Qu'en est-il du « principe méritocratique » quand vous dites que la hiérarchisation des savoirs exclut légitimement la possibilité pour la collectivité de se gouverner elle-même ?

Le mot important est « légitimement ». L'attribution du pouvoir en fonction du mérite des individus est un des grands principes de légitimation de la domination, au sens de Weber. Quand la Révolution française a proclamé « la carrière ouverte aux talents », il s'agissait d'une rupture démocratique en ce sens que les privilèges de la naissance ou l'arbitraire de la faveur des princes étaient récusés, et de ce principe s'inspirent toujours les systèmes éducatifs contemporains dans la mesure où ils proclament l'égalité devant l'accès au savoir et la possibilité pour tout individu, quelles que soient ses origines, d'exercer un jour toute fonction publique. Il y a des exemples incontestables de réalisation de cette possibilité. Mais dans le même temps la « bourgeoisie », qui se définissait à la fois par sa propriété et par ses capacités, a organisé un monopole d'accès au savoir qui reposait sur un ensemble de prédispositions culturelles et de moyens économiques, et lui garantissait le quasi-monopole des fonctions dirigeantes (en cooptant en son sein les plus brillants élèves issus des classes populaires). Dans le même temps se développait une technocratisation des machines administratives dont le présupposé implicite est l'incompétence du peuple, qui fait des « représentants » non pas tant des mandataires du citoyen que des propriétaires privés de l'État. Cette dépossession est absolument « légitime », elle peut même se dire démocratique au prix d'une réduction de la notion de souveraineté populaire. Quand Bourdieu et Passeron ont fait la démonstration que le système scolaire « reproduisait » les inégalités sociales, cette démonstration a fait scandale, mais quarante ans plus tard le scandale continue. Et après que Mai 68 ait vu une floraison d'inventions « utopiques » qui tendaient à repenser le nœud du pouvoir et du savoir, le système éducatif n'est plus agité, en apparence, que par la querelle des « pédagogues » et des partisans de « l'élitisme républicain »... Ce qui complique les choses évidemment, c'est que dans les dernières décennies l'École a été de plus en plus violemment déçue de son rôle de formation des futurs citoyens. Les communications de masse et la culture marchande qui les dominent l'attaquent par les deux côtés à la fois et conditionnent les individus à l'obéissance. Voilà pourquoi je ne suis pas de ceux qui crient haro sur le système scolaire. Je crois qu'il faut poursuivre contradictoirement plusieurs objectifs de démocratisation : relancer l'exigence d'un droit à l'éducation universel, apte à former des enfants de toutes les classes à la gestion des affaires de la cité, et imposer des formes d'intervention politique collective qui ne soient pas délimitées à l'avance par la « compétence », réelle ou fictive. Plus que jamais en tout cas, le fonctionnement et les fins du système éducatif figurent au cœur des conflits de la citoyenneté démocratique.

La décomposition des structures traditionnelles de domination (ou de résistance à la domination) augure-t-elle d'une délégitimation radicale des formes classiques d'organisation de la société civile (associative et syndicale) ?

L'épuisement de certaines formes d'action collective, situées à la fois dans la sphère politique et dans la société dite « civile », est une évidence soulignée par des observateurs de tous bords, et j'allais dire éprouvée quotidiennement par les citoyens que nous sommes. Elle n'est pas pour rien dans le découragement qui nous saisit quelquefois, alimenté par le spectacle de différentes modalités de la « démocratie d'opinion », c'est-à-dire du populisme. Je crois que tous les militants lucides des mouvements associatifs, du syndicalisme, des partis politiques, sont conscients de la nécessité d'inventer des formes nouvelles : un autre usage des moyens de communication, une autre façon d'articuler l'organisation et les campagnes au service des causes démocratiques, et plus profondément franchir un seuil dans la démocratie interne, dans l'ouverture à une plus grande diversité d'origines et de langages. Tout ceci est vite dit, mais je m'y risque pour faire sentir que ce qui est en jeu dans le renouveau des modalités d'action collective, c'est aussi l'avenir même de l'institution politique.

La montée en puissance de la société de contrôle et du développement d'une « nouvelle éthique de soi » (self-care) est-elle compatible avec l'idée même de citoyenneté ?

Dans la liberté du citoyen, il y a nécessairement une dimension de responsabilité individuelle, l'idée de penser par soi-même, et de valoir autant que tout autre. Mais l'histoire de la citoyenneté démontre l'interdépendance entre cet individualisme et une dimension de solidarité ou de communauté, qu'on peut appeler « révolutionnaire » au sens large. Les porteurs des droits sont les individus, mais ce sont des mouvements collectifs qui imposent des droits nouveaux, qu'il s'agisse des ouvriers, des femmes, des minorités, des immigrés... Avec la citoyenneté sociale, on a un développement supplémentaire : c'est l'idée de créer les conditions sociales permettant à l'individu de participer à la vie de la cité. Or, le néolibéralisme pousse à l'extrême l'idéologie du « chacun pour soi » : non seulement il généralise la concurrence entre les individus, mais il leur enjoint de « réussir ». Ne reste plus alors, en fait de « self-care », que le stress, le désespoir, la violence. C'est pourquoi il n'est pas si étonnant, au fond, que la société de contrôle entre en scène comme ensemble de dispositifs destinés à exercer en quelque sorte une « microsurveillance » sur chacun. L'individu responsable est exalté abstraitement d'un côté et encadré de l'autre dans tous ses mouvements, ses désirs, ses intérêts. Il faut développer une « éthique de soi » qui résiste à la société de contrôle, en évitant les provocations qu'elle tend. Comme cela ne se fait jamais seul, c'est aussi une façon de recréer la dialectique de l'individu et du collectif, essentielle à la citoyenneté.